

# L'intervention militaire française au Rwanda Gisenyi, capitale de l'arrière

Corine Lesnes

Le Monde, 30 juin 1994, page 3

**Depuis cette ville, où il s'est replié, le gouvernement intérimaire continue d'administrer la partie du pays qu'il contrôle**

Dans toutes les guerres, il y a une capitale de l'arrière. Au Rwanda, c'est Gisenyi. La ville est adossée à la frontière zaïroise. S'il fallait s'enfuir, on ne peut pas plus près. C'est aussi une station balnéaire. Le dimanche, les enfants se baignent pendant que les militaires arpentent la plage et que les miliciens boivent une bière au Palm Beach. L'architecture est provençale, les eaux du lac Kivu luisantes comme un miroir. Il y a des pins et des palmiers, mais l'atmosphère n'est pas à la frivolité.

À la frontière, deux militaires français observent le passage. Le seul divertissement est le manège des Mercedes, qui ne manquent pas, côté rwandais, et celui des bakchichs à l'entrée du bureau des douaniers zaïrois. Côté Goma, au Zaïre, l'Afrique se présente sous ses caricatures les plus appuyées. Le dernier match de football, dimanche, a fait un mort, la police ayant tiré. La moitié de la masse monétaire circule en dollars et l'intervention française a rendu extravagantes les exigences des prestataires de services, dans ce pays où le visa d'entrée est déjà l'un des plus chers du monde (130 dollars).

Côté rwandais, pas un papier ne traîne par terre. Les rues ne sont pas défoncées. La campagne de café a commencé, l'ordre règne. L'ordre de la méfiance et de la peur. « *Les familles sont cassées*, dit un réfugié au Zaïre. *Un père a peur de ses enfants. Des parents ont refusé les produits des pillages que leur fils rapportait. Les choses ne sont pas simples pour les familles hutues.* »

La route en corniche longe les villas des anciens dignitaires rwandais. Des maisons bien tenues, à peine cossues, sans commune mesure avec la propriété hérissée de barbelés qui appartient, rive zaïroise, au président Mobutu. Ici, un jardinier a hérité d'un vélo de compétition peu assorti à ses vêtements troués. Du porche voisin sort un militaire, bouteilles de champagne à la main, mais les gardiens, mal à l'aise, assurent que le propriétaire n'est pas loin.

L'ancienne résidence des hôtes de passage est occupée par le président par intérim Théodore Sindikubwabo, dont l'hélicoptère se pose régulièrement sur la pelouse. La « *présidence* » loge, quant à elle, à la chambre 225 de l'hôtel Méridien. Persuadé de son importance, le gouvernement intérimaire et autoproclamé après la mort du président continue d'administrer.

Et, grâce aux milices, se fait respecter dans la portion du territoire qui reste sous le contrôle de l'armée. Le gouvernement prend des mesures. La direction du Méridien est avisée que la suite réservée à l'émissaire du pape, le cardinal Roger Etchegaray, est à la charge de l'Etat. Dorénavant, il ne devra plus y avoir de barrage composé de soldats totalement analphabètes, pour limiter les exactions. Les formes y sont, et l'argent ne semble pas manquer.

Au Méridien, la piscine est déserte et la moquette sinistre. Dans le hall, gardes du corps et civils font anti-chambre. Les ministres ne sont jamais au complet, toujours « *en déplacement* ». Dimanche, le premier ministre Jean Kambanda recevait en treillis, la mitraillette posée sur la table de nuit, comme requinqué par l'arrivée des troupes françaises. Mardi, la Radio des Mille Collines avait déjà un peu déchanté et trouvait que les Français ne faisaient pas leur travail et se rendraient pour un peu « *complices* » du Front patriotique. Le ministre de la défense est parti mardi « *faire du commerce* » à Kinshasa. Et le directeur des télécommunications, Assumani Bizimana, est parti à Paris, via Nairobi, pour acheter deux téléphones satellites.

## Propagande et désinformation

Le ministère des affaires étrangères a réquisitionné le bâtiment de la Communauté économique des pays des grands lacs (Rwanda, Zaïre, Burundi). Dans les couloirs « *ministériels* », on croise des conseillers en chemise blanche et cravate, partisans du parti extrémiste CDR (Coalition pour la défense de la République) et qui re-

font à leur manière l'histoire du pays depuis 1959. Propagande et désinformation, c'est l'autre versant du conflit rwandais.

A peine parle-t-on de « *planification* » des massacres que le côté gouvernemental, sans beaucoup d'imagination, produit des documents attestant que tel ou tel prêtre, qui possédait une radio et une liste de noms, préparait donc un complot, comme si un tel soupçon avait pu justifier la tuerie. Quant aux témoins, ils sont rarement fiables. Les uns, réfugiés, se gardent de livrer trop de précisions, pour se ménager la possibilité d'un retour. Même les miraculés espèrent rentrer. Les autres racontent tous la même version, comme des êtres au cerveau lavé. Dans les couloirs gouvernementaux, on croise aussi des personnalités bien organisés, comme Védaste Rulinda, ancien gérant d'une union des caisses de travailleurs rwandais et qui se déclare aujourd'hui « *responsable d'ONG* ». Fondateur d'une association « *de défense des droits de l'homme* », il a réussi à se glisser dans un convoi de l'opération « *Turquoise* » et à l'aiguiller lundi vers des camps où les soldats ont trouvé des réfugiés hutus aux besoins limités. L'homme fait mine d'avoir parfaitement compris la mission des Français. « *Nous comptons sur eux pour aider notre population en détresse, dit-il. Et aussi pour témoigner à quel point le FPR a massacré les populations.* »

A l'arrière de l'arrière, sur les hauteurs de Gisenyi, se trouve l'évêché de Nyundo, dont l'état de délabrement témoigne de la violence de l'agression commise dès le 7 avril. Dix prêtres y ont été tués, trente et un pour l'ensemble du diocèse, et plus de trois cents personnes massacrées le 1 mai

dans la cathédrale, selon l'évêque. Enlevé lui-même par un groupe de militaires et de miliciens, et amené à proximité du cimetière, Mgr Wenceslas Kalibushi, soixante-quatorze ans, a été sauvé in extremis par le commandant de la place militaire, le colonel Anatole Nsengyumva.

Aujourd'hui, l'école de l'évêché est occupée par plusieurs centaines de réfugiés hutus qui tressent des couronnes de fleurs aux Français. D'après cer-

tains habitants de Gisenyi installés de l'autre côté de la frontière, il resterait quelques Tutsis cachés dans des familles hutues par sympathie, ou par intérêt, et le racket à la vie semble avoir été une pratique répandue. « *Mais comment contacter les Français, demande l'un d'eux. Comment ces Tutsis peuvent-ils sortir pour aller jusqu'à eux ? Et s'ils viennent les chercher, est-ce que les familles hutues seront protégées ?* »